

Scrutin présidentiel sous haute tension ce mardi au Burundi

@rib News, 20/07/2015 – Source AFP. Quelque 3,8 millions de Burundais ont voté mardi pour élire leur président lors d'un scrutin d'exception par l'opposition et la société civile qui jugent contraire à la Constitution un troisième mandat du président Pierre Nkurunziza, dont la candidature a plongé le pays dans sa pire crise politique depuis dix ans. Manifestations interdites et réprimées, parfois à balles réelles, médias privés réduits au silence, journalistes et opposants cachés en exil, atmosphère de peur et d'intimidation généralisée, créées notamment par les Imbonerakure, les jeunes du parti CNDD-FDD au pouvoir, qualifiés de "milice" par l'ONU : le climat actuel rend impossible un scrutin crédible, estime la communauté internationale.

Mais malgré cette ambiance d'isolement croissant et des menaces de nombreux bailleurs - dont l'Union européenne, principal partenaire du pays - de geler leur coopération, les autorités burundaises refusent de reporter le nouveau scrutin, déjà repoussé à deux reprises, arguant d'un risque de vide institutionnel à l'expiration du mandat de M. Nkurunziza le 26 août. "Nous préférons une crise budgétaire à une crise institutionnelle et sécuritaire", a expliqué samedi à la presse à Bruxelles Willy Nyamitwe, principal conseiller en communication du président burundais. La candidature de M. Nkurunziza a plongé depuis fin avril le Burundi dans une grave crise politique marquée de violences qui ont fait plus de 80 morts. Ce petit pays d'Afrique des Grands Lacs a l'histoire post-coloniale jalonnée de coups d'Etat et de massacres entre Hutu et Tutsi, peinait déjà à se remettre d'une longue guerre civile. Le gouvernement a joué la mi-mai une tentative de coup d'Etat militaire et mis fin à la mi-juin à un mois et demi de manifestations quasi-quotidiennes à Bujumbura par une brutale répression. Mais il a essuyé depuis une série d'attaques à la grenade et est confronté, depuis dix jours, à des combats et escarmouches entre armée et rebelles au nord du pays, dans la zone frontalière avec le Rwanda. Alors que les deux camps sont arc-boutés sur leurs positions, les observateurs s'inquiètent de voir la crise déboucher sur des violences à grande échelle. "Tous les éléments d'un conflit ouvert place" au Burundi, avertissait fin mai l'International Crisis Group. - "coup d'Etat constitutionnel" - Après la trépanation de son parti, le CNDD-FDD, aux législatives et communales du 29 juin, boycottées par l'opposition, la présidentielle est à nouveau vidée de tout enjeu: la victoire de M. Nkurunziza ne fait aucun doute, car il n'est opposé qu'à quatre candidats issus de formations réputées alliées au pouvoir. Son principal opposant, Agathon Rwasa, n'a certes pas retiré officiellement sa candidature, mais dit n'avoir pas fait campagne et conteste à l'avance la légitimité du scrutin, demandant son report et déniait à M. Nkurunziza le droit de se représenter. Les trois autres candidats enregistrés - Jean Minani, président du parti Frodebu-Nanyuki (opposition), et les deux anciens chefs de l'Etat Domitien Ndayizeye et Sylvestre Ntibantunganya, tous trois opposés à un troisième mandat de M. Nkurunziza - ont annoncé leur retrait de la course, estimant que "l'environnement politique et sécuritaire dans lequel les élections sont organisées n'en garantit pas le caractère pluraliste, inclusif, libre, transparent". L'ancien Ngendakumana, président de la principale coalition d'opposition, a qualifié dimanche cette élection de "coup d'Etat constitutionnel". Le mince espoir d'apaisement ouvert mercredi par la médiation du président ougandais Yoweri Museveni, mandaté par ses pairs de la Communauté est-africaine (EAC) et qui avait aussi fait s'asseoir les deux camps autour d'une table, a volé en éclat dimanche. La médiation a été contrainte d'ajourner le dialogue en l'absence du camp présidentiel, qui ne s'est pas présenté à la reprise des discussions, au lendemain d'une session particulièrement houleuse. Le gouvernement avait accusé samedi ses adversaires d'être "tous des putschistes" tandis que l'opposition et la société civile dénonçaient une tentative de gagner du temps pour ne pas aborder le sujet du report de la présidentielle. "Le gouvernement est passé en force en usant de manœuvres dilatoires (...) on aura des présidentielles qui ne seront pas crédibles, tout comme les législatives, les conditions n'étant pas réunies", a expliqué un diplomate occidental, ajoutant s'attendre à ce que le gouvernement ouvre désormais "un espace de dialogue après les élections". Niant toute valeur au scrutin de mardi, M. Minani a indiqué que l'opposition était "d'accord pour continuer à négocier" après la présidentielle, "pour demander que les élections soient refaites, sans Nkurunziza".